



## ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL RURAL DU CANTON DE GRANDVILLIERS

32 rue Frédéric Petit - 60210 GRANDVILLIERS

Tel : 03.44.46.75.41 - Fax : 03.44.46.11.75

[accueil@csrgrandvilliers.fr](mailto:accueil@csrgrandvilliers.fr) / [www.centresocial-grandvilliers.fr](http://www.centresocial-grandvilliers.fr)

### STATUTS

#### TITRE I : OBJET ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

##### **ARTICLE 1 : NOM**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL RURAL DU CANTON DE GRANDVILLIERS

##### **ARTICLE 2 : BUT**

L'association a pour objet d'être :

- D'intérêt général ;
- Un équipement de proximité à vocation sociale et globale, accessible à l'ensemble de la population ;
- Un équipement à vocation familiale et pluri générationnelle ;
- Un lieu d'animation de la vie sociale ;
- Un support d'interventions sociales concertées et novatrices ;
- De promouvoir, créer, gérer des services et activités en cohérence avec son projet social et en concertation avec ses différents partenaires ;
- De remplir une fonction d'animation de la vie sociale, de coordination et de développement social local ;
- De contribuer à l'éducation populaire.

L'association a par son agrément « Centre Social » un territoire privilégié de 45 communes du Nord-Ouest de l'Oise (anciens cantons de Grandvilliers et de Formerie). Cependant et conformément à ses conventionnements, l'Association peut étendre son action sur les territoires de la Communauté de Communes de la Picardie Verte (CCPV) et du Beauvaisis Oise Picarde (BOP).

##### **ARTICLE 3 : SIEGE SOCIAL**

Le siège est fixé à 32 rue Frédéric Petit à GRANDVILLIERS 60210.

Il pourra être transféré sur proposition du conseil d'administration et après approbation de l'Assemblée Générale.

##### **ARTICLE 4 : DUREE**

La durée de l'association est illimitée.

##### **ARTICLE 5 : COMPOSITION**

L'association se compose de membres actifs, de membres de droit, de membres d'honneur et de membres donateurs.

Sont membres actifs, celles et ceux qui adhèrent aux présents statuts, sont à jour de leur cotisation annuelle et qui participent régulièrement aux activités de l'association. Les mineurs peuvent adhérer à l'association sous réserve d'une autorisation écrite de leurs parents ou tuteurs légaux. Ils sont

membres à part entière de l'association et sont admis par l'Assemblée Générale pour une durée de 3 ans.

Le titre de membres de droit est accordé aux partenaires principaux de l'Association. Les membres de droits sont les Conseillers départementaux du canton de Grandvilliers (ou suppléant\_e) ; une personne désignée au sein de chaque conseil municipal des communes d'interventions du centre Social Rural (ou suppléant\_e) ; une personne désignée par la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Picardie (ou suppléant\_e) ; une personne désignée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise (ou suppléant\_e) ; le (la) Vice-Président\_e de la Commission « Affaires Sociales et Petite Enfance » de la Communauté de Communes (ou suppléant\_e) ; une personne désignée par la Communauté de Communes de la Picardie Verte (ou suppléant\_e). Les membres de droit sont au nombre minimum de 8. Ils sont désignés par courrier à l'Association par leurs institutions ou organismes sur la durée du leur mandat.

Les membres de droit participent à la vie de l'Association et ont voix consultative lors des votes de l'Association.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par l'Assemblée Générale à toute personne physique ou morale qui a rendu, ou rend, des services à l'association. Ce titre est purement honorifique.

Le titre de membre donateur s'obtient en s'acquittant d'un don dont le montant minimum est fixé annuellement par l'Assemblée Générale. Les membres donateurs sont invités en Assemblée Générale, avec voix consultative.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration et sur sa sollicitation, l'équipe de direction assiste aux réunions du Conseil d'administration et du bureau.

## **ARTICLE 6 : ADMISSION**

Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par l'Assemblée générale qui statue sur les demandes présentées conformément au fondement des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

Les candidatures devront être déposées au Centre Social ou envoyées par courrier, 10 jours francs avant la date de l'Assemblée générale.

L'Assemblée Générale pourra refuser l'adhésion d'un ou de plusieurs membres. Ce refus devra être motivé. L'association s'interdit toute discrimination, veille au respect de ce principe et garantit la liberté de conscience pour chacun de ses membres.

## **ARTICLE 7 : RADIATION**

La qualité de membre se perd par :

- La démission volontaire du membre actif adressée par écrit,
- Le décès de ce membre,
- La radiation est prononcée par le conseil d'administration (à la majorité absolue) pour motif grave ou refus de contribuer au fonctionnement de l'association. L'intéressé aura été préalablement invité à s'exprimer et faire valoir ses droits auprès du conseil d'administration,
- Trois absences consécutives non justifiées.

## **TITRE II : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

### **ARTICLE 8 : RESSOURCES**

Les ressources de l'association comprennent :

- Le bénévolat,
- Le montant des cotisations,
- Les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales ou toutes autres subventions,

- Les ressources créées à titre exceptionnel (fêtes, manifestations sportives...),
- Le produit des rétributions perçues pour services rendus (mise à disposition de matériel, animations, encadrement...),
- La vente (équipements sportifs et tout produits utiles aux actions de l'association),
- Les dons manuels ou legs,
- Et de toute autre ressource qui ne soit pas contraire aux règles en vigueur,
- Les participations des usagers.

## **ARTICLE 9 : COMPTABILITE**

Une comptabilité des recettes et dépenses est tenue pour être présentée annuellement devant l'Assemblée Générale dans un délai inférieur à 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les comptes de l'association sont approuvés par le Conseil d'administration et présentés en Assemblée générale.

Le budget prévisionnel est préparé par le conseil d'administration et est adopté par l'Assemblée Générale.

Les dépenses sont ordonnancées par le (la) président(e), conformément aux décisions du conseil d'administration et de l'Assemblée Générale. L'association est représentée en justice et dans tous ses actes de la vie civile par le (la) président(e) ou à défaut par une personne nommée à cet effet par le conseil d'administration.

## **ARTICLE 10 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'Assemblée Générale de l'association comprend tous les membres, y compris les membres mineurs. Seuls les membres actifs, âgés de 16 ans et plus le jour de l'Assemblée Générale, ont droit de participer aux votes. Ils peuvent être représentés, par un autre membre actif, à raison d'au maximum 1 pouvoir par personne.

L'Assemblée Générale ordinaire est convoquée par le conseil d'administration ou à la demande du quart des membres actifs de l'association. Elle se réunit au minimum une fois par an.

Quinze jours avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du (de la) président(e) ou du (de la) secrétaire. La convocation sera réalisée par courrier électronique (ou courrier) ainsi qu'un affichage dans les locaux de l'association.

L'ordre du jour est indiqué sur la convocation. Tout membre peut demander l'adjonction à l'ordre du jour d'une question. Cet ajout sera automatique s'il est soutenu par le quart au moins des membres présents. Ne devront être délibérées, lors de l'Assemblée Générale, que les questions soumises à l'ordre du jour.

L'Assemblée est présidée par le (la) président(e) ou à défaut par un membre du conseil d'administration désigné par celui-ci. Il est dressé une feuille de présence signée par les membres de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le (la) président(e) et le (la) secrétaire. Nul ne peut représenter un membre s'il n'est lui-même membre de l'Assemblée.

Le (la) président(e), assisté(e) des membres du conseil d'administration expose la situation morale de l'association. Le (la) secrétaire présente le rapport d'activité, le (la) trésorier(e) les comptes annuels de l'association ainsi que le budget prévisionnel.

L'Assemblée Générale après avoir entendu les différents rapports relatifs à la gestion de l'association approuve ceux-ci. Le vote est à bulletin secret si au moins la moitié des présents le souhaite.

L'Assemblée Générale délibère sur les orientations à venir et se prononce sur le budget prévisionnel. Elle se prononce sur le montant des cotisations et les divers tarifs et barèmes ayant en cours pour l'association.

L'Assemblée Générale donne pouvoir au Conseil d'Administration de désigner un cabinet d'experts, commissaire aux comptes pour contrôler et certifier les comptes du Centre Social Rural.

Elle ratifie la nomination du commissaire aux comptes qui a pour mission d'auditer les comptes de l'Association.

L'Assemblée Générale ratifie la nomination du commissaire aux comptes suppléant.

L'Assemblée Générale procède ensuite au renouvellement du conseil d'administration, en veillant à l'égal accès des hommes et des femmes dans des proportions qui reflètent l'ensemble des adhésions. Les mineurs de plus de 16 ans sont éligibles au conseil d'administration (avec autorisation des parents ou du tuteur).

Les délibérations sont prises à la majorité relative des membres actifs présents ou représentés. Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret. Les décisions prises obligent tous les adhérents, même les absents.

L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du conseil d'administration avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- L'Assemblée Générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers des membres actifs ;
- Les deux tiers des membres de l'Assemblée Générale doivent être présents ou représentés ;
- La révocation du conseil d'administration doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés et des bulletins blancs.

## **ARTICLE 11 : CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'association est dirigée par un conseil d'administration de 12 à 24 membres élus pour une durée de trois ans. L'association agissant sur un territoire rural étendu, il conviendra que les membres actifs puissent être représentatifs par leur domiciliation de ce même territoire.

Les membres sont élus par l'Assemblée Générale et sont rééligibles.

Le renouvellement des membres élus du Conseil d'Administration a lieu par tiers tous les ans.

Le conseil d'administration a pour objet de mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée Générale, d'organiser, de gérer et d'animer la vie de l'association. Dès que la situation l'exige, il peut demander au trésorier(e) de faire le point sur la situation financière de l'association.

En cas de vacance de poste, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif à la prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

S'il s'agit d'un membre de droit, la caisse d'Allocations Familiales de l'Oise, le Conseil départemental de l'Oise, la Mutualité Sociale Agricole de Picardie, la Communauté de Communes de la Picardie Verte et/ou les communes représentées procède(nt) à la désignation du remplaçant.

Le conseil d'administration élit chaque année en son sein, au vote à main levée ou à bulletin secret si l'un des membres le souhaite, un bureau composé de :

- Un(e) président(e),
- Un(e) ou des vice-président(e)s,
- Un(e) trésorier(e),
- Un(e) secrétaire,
- Des adjoint(e)s, si besoin
- Ainsi que toute autre poste nécessaire au fonctionnement de l'association.

Les postes de président(e), trésorier(e) sont réservés aux seules personnes majeures.

## **ARTICLE 12 : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué, dans un délai raisonnable, par son (sa) président(e) ou sur la demande du quart de ses membres. Il se réunit au moins une fois tous les six mois.

La présence de la moitié au moins des membres actifs est nécessaire pour que le conseil d'administration puisse valablement délibérer. Les décisions sont prises à la majorité des voix des présents. En cas de partage, la voix du président(e) est prépondérante. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Tout membre du conseil d'administration qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le (la) président(e) et le (la) secrétaire. Ils sont transcrits sur un registre tenu à cet effet.

Les fonctions de membres du conseil d'administration sont bénévoles. Les frais occasionnés par l'accomplissement du mandat d'administrateur peuvent être remboursés après fourniture de pièces justificatives. Ces frais sont intégrés à la comptabilité et apparaissent dans le bilan financier.

Tout contrat ou convention passé entre l'association d'une part et un membre du conseil d'administration, son conjoint ou un proche d'autre part doit être soumis pour autorisation au conseil d'administration et présentée pour information à l'assemblée générale qui suit cette décision.

## **ARTICLE 13 : REPRESENTATION**

L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président ou tout autre membre du Conseil d'Administration désigné à cet effet.

## **TITRE III : MODIFICATION DES STATUTS, REGLEMENT INTERIEUR ET DISSOLUTION**

### **ARTICLE 14 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Sur demande du conseil d'administration ou du quart des membres actifs, le (la) président(e) peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire notamment pour une modification des statuts ou la dissolution de l'association.

### **ARTICLE 15 : MODIFICATION DES STATUTS**

Les modalités de convocation pour une Assemblée Générale Extraordinaire ayant pour objet une modification des statuts sont identiques à l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

### **ARTICLE 16 : DISSOLUTION**

L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association est convoquée spécialement à cet effet, et doit comprendre au moins la moitié des membres actifs.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, à quinze jours d'intervalle. Elle peut, cette fois, délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

En cas de dissolution, par quelque mode que ce soit, l'Assemblée Générale se prononcera sur la dévolution des biens, et nommera un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des biens. Elle

attribue l'actif net, conformément à la Loi, à une ou plusieurs associations. En aucun cas, les membres de l'association ne peuvent se voir attribuer, en dehors de la reprise de leurs apports, une part quelconque des biens de l'association.

#### **ARTICLE 17 : REGLEMENT INTERIEUR**

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'Assemblée Générale. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

#### **ARTICLE 18 : DECLARATION ET PUBLICATION**

Le (la) président(e) est chargé(e) d'accomplir, dans un délai de trois mois, toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901.

Et notamment :

- Les modifications proposées aux statuts,
- Le changement de titre de l'association,
- Le transfert du siège social,
- Les changements survenus au sein des administrateurs.

Les statuts et le règlement intérieur ainsi que les modifications qui peuvent être apportées doivent être communiquées au Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de l'Oise (SDJES) dans le mois qui suit leur adoption en assemblée générale.

A GRANDVILLIERS, le 15 juin 2023

Le Président,  
Monsieur Laurent MIREY



La Vice-Présidente  
Madame Hélène PICHARD



**CENTRE SOCIAL RURAL DU  
CANTON DE GRANDVILLIERS**  
32 rue Frédéric Petit  
60210 GRANDVILLIERS  
Tél : 03 44 46 75 41 - Fax : 03 44 46 11 75  
accueil@csrgrandvilliers.fr

Le Secrétaire  
Monsieur Antoine LENNE

